

## Lettre 40

### Quel avenir pour l'Afrique ?

« *L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais d'institutions fortes* »  
*Obama* en 2007 dans le discours d'Accra

- L'Afrique est un continent vaste, plus grand qu'Etats-Unis, Chine, Europe de l'Ouest et Inde réunis.
- L'Afrique en 1885 comptait 100 millions d'habitants et l'Europe 275 millions. En 2050, on dénombre 500 millions d'Européens, comme aujourd'hui, mais la population africaine atteindra 2,5 milliards. Entre 1885 et 2050, la population africaine aura donc été multipliée par 25, celle de l'Europe par deux. Chacun pourra en déduire une incidence géopolitique.
- Aujourd'hui, 7 des 54 Etats africains, le Nigéria, l'Ethiopie, l'Egypte, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, l'Afrique du Sud et le Kenya comptent plus de 50% de la population du continent.
- L'Afrique, entre 2000 et la crise de la Covid, a enregistré une croissance annuelle moyenne du PIB de 7.2%. Rien à voir avec le taux moyen de 0.4% constaté en moyenne durant les dix années de la décennie précédente. Une telle inflexion du taux de croissance est à l'origine de l'engouement pour l'Afrique et de l'intérêt, manifesté par nombre d'investisseurs, pour les trois grandes économies, Afrique du Sud, Nigéria, Egypte.
- L'Afrique avait surmonté la crise financière de 2008 et la chute du cours des matières premières en 2015-2016 mais, après une croissance de 3.3% en 2019, le PIB réel, -2.6% en 2020, a reculé pour la première fois depuis plus de trente ans. Par habitant, la baisse est encore plus marquée, -4.7%, et des dizaines de millions de personnes sont retombées dans la pauvreté.
- L'Afrique, c'est globalement un PIB de \$2500 milliards, soit un montant inférieur au PIB de la France et très éloigné du quart du PIB mondial réalisé par les BRICS.
- La crise ne résulte pas tant de l'épidémie elle-même que des conséquences de celle-ci, effondrement des cours des matières premières, arrêt du tourisme et contraction des remises d'argent par les africains travaillant à l'étranger, -20% selon le FMI. Certaines des grandes économies africaines, Afrique du Sud, Nigéria, Angola, Algérie, confrontées ces dernières années à un tassement de leur croissance, ont été très affectées.

Pour tenter d'anticiper l'avenir de l'Afrique, analysons successivement les dépendances, les défis et les freins du développement.

#### **Les dépendances :**

Les économies africaines souffrent d'un manque de diversification et sont souvent dépendantes d'une ou deux ressources, le tourisme ou les matières premières.

#### **- Le tourisme :**

A l'Ile Maurice, pays le plus riche pour le PIB/habitant, aux Seychelles, en Egypte, au Maroc, en Tunisie, en Tanzanie, au Rwanda et dans d'autres pays, le tourisme constitue une source substantielle

de devises indispensable au paiement d'importations incompressibles.

De ces différents pays, et nonobstant la dépendance au tourisme, seule l'Égypte semble parvenue à préserver une croissance du PIB en 2020, au prix d'importants subsides budgétaires, également grâce aux recettes du Canal de Suez et à l'argent procuré par les nouvelles exportations de pétrole.

- **Les matières premières :**

L'Afrique est riche en minerais et compte les 9/10<sup>ème</sup> des réserves mondiales de platine, les 8/10<sup>ème</sup> de celles de diamants, les 6/10<sup>ème</sup> du cobalt, 40% de l'or, près de 20% de l'uranium et 7% des réserves d'hydrocarbures.

Autant de richesses pour attirer la Chine, 4<sup>ème</sup> partenaire commercial du continent en 2005 mais 1<sup>er</sup> aujourd'hui avec 1 million de chinois implantés. La Chine investit avant tout dans les pays riches en matières premières comme le Nigéria, l'Angola et la Zambie.

Le cuivre pour la Zambie, le pétrole pour l'Angola, le cobalt qui, avec le cuivre, représentent 90% des exportations pour la République démocratique du Congo, autant d'exemples d'une dépendance forte et préjudiciable en 2020. Mêmes difficultés pour le Gabon, la Guinée équatoriale, également dépendants du pétrole.

Le Nigéria, premier pays producteur de pétrole africain, a subi une baisse du PIB proche de 4.5% en 2020 car les hydrocarbures offrent au pays 90% de ses recettes d'exportations et plus de la moitié des recettes budgétaires.

Seuls pays dépendants de matières premières mais épargnés par cette crise, le Niger et le Mali, car exportateurs d'or, ils ont bénéficié de la hausse de près de 30% des cours en 2020. Mais, ils ont d'autres problèmes, sécheresse et terrorisme.

**Les défis :**

Ils portent sur l'économie, l'agriculture, la démographie et les enjeux sociaux.

- **Les défis économiques :**

Conséquence de la crise, un recul du PIB/habitant de 4.7% en 2020, soit près de dix années de progrès effacées en quelques mois. Avant la crise, en retenant un revenu de \$4/j, la classe moyenne était limitée à moins de 140 millions de personnes, soit moins de 15% de la population.

Parmi les régions les plus touchées par la crise, l'Afrique Australe, déjà affaiblie par de nombreuses années de croissance faible. L'Afrique du Sud a enregistré une diminution de 8% de son PIB car le pays a subi l'impact de la contraction des exportations minières, traditionnellement 10% du PIB cumulé avec l'arrêt du tourisme, 2.5% du PIB.

Les pays les plus pauvres, Somalie, Soudan, Erythrée et d'autres encore, subissent pleinement la crise.

Si la reprise en 2021 des économies africaines est incontestable, elle sera faible.

- **Les défis agricoles :**

Le défi est celui de la productivité dans un contexte d'émiettement de la propriété des terres, d'appauvrissement des sols, de sécheresse récurrente dans certaines régions, d'insuffisance de moyens

financiers pour acheter des machines ou des engrais. L'irrigation ne concerne que 5% des terres cultivées.

Comme l'a écrit **Stephen Smith** dans *La ruée vers l'Europe*, l'Afrique subsaharienne ne compte que 2 tracteurs pour 1000 exploitations contre plus de 900 en France et les vaches ne produisent qu'un demi-litre de lait/jour contre 25 en France.

L'autosuffisance alimentaire est un objectif difficile à atteindre pour beaucoup de pays même si, par exemple en Afrique de l'Ouest, les surfaces emblavées ont augmenté de près de 100% depuis 1980. Il est malaisé de faire plus sans aggraver la déforestation.

Si l'Afrique compte près d'un quart des terres arables de la planète pour un peu plus de 15% de la population, elle réalisait en 2019 moins de 10% de la production agricole mondiale. Et, comme le note **Buchalet** dans son livre *Le futur de l'Europe se joue en Afrique*, beaucoup des récoltes, 40%, pourrissent sur pied faute d'infrastructures et de capacités de stockage.

Les rendements sont quatre fois inférieurs à ceux de l'Europe et de l'Amérique Latine et on peut se demander quelle sera l'incidence du réchauffement climatique.

#### - *Les défis démographiques :*

Aujourd'hui, la natalité est élevée mais l'espérance de vie est faible, moins de 64 ans en 2020. En 2050, le continent comptera 2,5 milliards d'habitants mais l'essentiel à retenir c'est que 40% auront moins de 15 ans. En 2050, comme l'écrit **Michailof** dans son livre *Africanistan*, la population des 15/24 ans, en âge de travailler sera pour l'Afrique subsaharienne triple de celle de la Chine, 360 millions contre 120 millions.

Au regard de la croissance démographique, il faudrait créer 20 millions d'emplois chaque année, c'est-à-dire le double des créations annuelles observées ces dernières années. L'enjeu est d'importance car les industries minières créent peu d'emplois et car les jeunes constituent l'essentiel des chômeurs. Avant la crise, 3 jeunes/10 étaient au chômage contre une moyenne mondiale, selon **l'OIT** de 13%.

Les migrations sont redoutées par les pays européens mais plus des deux tiers s'opèrent entre pays africains.

#### - *Les défis sociaux :*

Avant la crise, l'Afrique concentrait la moitié des quelques 820 millions de personnes dans le monde en-dessous du seuil de pauvreté, soit 38% de sa population. Une réduction de près de dix points depuis l'an 2000 mais une situation encore fragile.

Le secteur informel affectant plus de 85% de l'emploi contre 40% en Amérique du Sud et 25% en Europe, il n'y a guère de contrats de travail, pas de protection sociale, pas d'aides en cas de crise et donc les chutes de niveau de vie sont brutales.

Plus de 40 millions de personnes, selon les statistiques de la **Banque Mondiale**, sont à nouveau tombées en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire moins de \$1.90/jour.

Selon **l'ONU**, en Afrique subsaharienne, 20% des 12-14 ans ne vont plus à l'école, 35% de la population de plus de 15 ans sont illettrés et seuls 6% des jeunes vont à l'université contre plus d'un quart au niveau mondial.

## **Les freins :**

Comment surmonter les contraintes monétaires, budgétaires, industrielles et la faiblesse des infrastructures supportées par les pays africains ?

### **- Les freins monétaires :**

Dans les pays développés, en 2020, selon *IIF* (International Institute of Finance), la dette publique émise par les Etats-Unis et le Canada a représenté 20% du PIB et la moitié a été acquise par la FED ou la Banque du Canada. Au Japon, les émissions ont représenté 15% du PIB et la Banque du Japon a acheté près des deux tiers. En Grande Bretagne, également des émissions à hauteur de 15% du PIB et une banque centrale acheteuse de 90% de cette dette.

Dans les pays émergents et en Afrique spécialement, rien de tel. Les Banques centrales n'ont pas les capacités de mener des politiques contra-cycliques et n'ont à disposition que de faibles réserves de change.

L'affaiblissement des devises avive l'inflation importée et les déficits courants sont aggravés par les sorties de capitaux.

### **- Les freins budgétaires :**

Lors de la crise, en 2020, les Etats n'ont guère pu mobiliser l'équivalent de plus de 2.5% du PIB pour soutenir les économies, entre le tiers et le sixième de l'effort consenti par les pays développés. En dépit de ces faibles montants, les déficits budgétaires ont atteint, en moyenne, près de 9% du PIB, provoquant une aggravation des ratios de dette publique/PIB proche de 10 points.

Une raison à cette contrainte budgétaire, des recettes publiques inférieures à 20% du PIB dans la majorité de ces pays.

L'endettement est élevé. Le ratio dette publique/PIB en Afrique subsaharienne, de 30% en 2012 est passé à 95% en 2019 et, aujourd'hui, est encore pire. Un niveau à risque quand la FED amorcera une réduction des injections de liquidités.

Les coûts d'emprunt sont souvent prohibitifs, la dépréciation des monnaies alourdit la charge de l'endettement en devises et beaucoup d'Etats ne sont plus à même d'honorer leurs échéances. Parmi les pays en risque d'insolvabilité, le FMI en retient près d'une vingtaine exposés dont la Zambie, la Tanzanie, l'Angola, le Ghana, le Gabon.

Aussi, bien accueillie fut la décision du G20, en 2020, de suspendre temporairement le service de la dette des plus pauvres. Opportunes, furent les aides allouées à ces pays par le FMI et la Banque Mondiale, respectivement \$26 milliards et \$18 milliards.

Parmi les grands pays africains endettés, mentionnons la Libye, aux prises avec un taux d'endettement égal à 95% du PIB, la Tunisie avec un ratio de 85%/PIB avec près de 70% de cette charge en devises.

### **- Les freins industriels :**

Dans tous les pays, depuis la révolution industrielle en Angleterre au XVIIIème, le décollage économique a été rendu possible par l'industrie. Le problème en Afrique, c'est la faiblesse structurelle de l'industrie, en moyenne moins de 15% du PIB, souvent moins de 10% du PIB, à côté d'une agriculture employant toujours plus de 50% de la population active alors qu'en Amérique Latine, l'agriculture

représente moins de 15% de l'emploi.

De ces pays, ceux du Maghreb ont l'avantage de parfois servir d'ateliers de production à des pays européens mais globalement leur croissance demeure faible.

Pour les autres, face à des pays développés où l'automatisation des chaînes de production et la robotisation se développent rapidement, le chemin de l'industrialisation est étroit. Impossible de reproduire le schéma défini par les pays d'Asie du Sud-Est. Le tissu industriel est essentiellement composé de petites entreprises sans grands moyens financiers pour investir et sans grande productivité.

Alors, comment sera-t-il possible de créer suffisamment d'emplois car à l'horizon 2050, les 15-24 ans représenteront un tiers de cette population de 2,5 milliards ?

- **Les freins liés aux infrastructures :**

La qualité des infrastructures est la clé d'un environnement compétitif pour les entreprises. Cela est manifeste dans les pays développés et en Chine. Cela est un handicap pour l'Afrique.

En dépit de sa taille, le continent africain ne compte, selon *Jean de la Guérivière* dans son livre *L'Afrique en 100 questions*, que 5% du réseau ferroviaire mondial, un réseau routier d'une densité faible, 1/5<sup>ème</sup> de la moyenne mondiale et un trafic portuaire entravé par la saturation des équipements.

Ajoutons qu'un tiers de la population africaine seulement ont accès à l'électricité et moins de 60% à l'eau. Terminons en relevant la faiblesse du commerce entre pays africains car beaucoup n'exportent rien d'autre que des matières premières.

**Conclusion :**

- **Sous l'angle économique**, l'Afrique du Sud est le seul grand pays parmi 8 Etats africains à être classé dans la catégorie intermédiaire. Toutes ces économies souffrent d'une faible diversification, donc d'handicaps intrinsèques. L'ensemble du continent réalise moins de 3% du PIB mondial.
- **Sous l'angle de la croissance**, entre 2001 et la crise actuelle, la plus dynamique des grandes économies a été l'Ethiopie car elle a profité du redéploiement d'entreprises textiles chinoises mais l'environnement politique est aujourd'hui moins favorable. Les taux de croissance les plus élevés sont souvent réalisés par de petits pays, Rwanda, Tanzanie, Ghana, peu faciles à approcher par les investisseurs.
- **Sous l'angle politique**, beaucoup de ces 54 pays sont instables et selon *l'ONG Freedom*, moins de 10% des habitants du continent bénéficient de la démocratie, une bonne moitié vivent dans des démocraties et le reste sont soumis à des dictatures.
- **Sous l'angle institutionnel**, les garanties offertes aux investisseurs restent insuffisantes et les lourdeurs réglementaires ou la corruption endémique découragent. On pense par exemple au Mozambique, riche d'un des plus grands gisements gaziers au monde mais fragilisé dans sa stabilité.
- **Sous l'angle financier**, l'ouverture des marchés de capitaux de ces pays est limitée.
- **Sous l'angle boursier**, Seuls l'Egypte et l'Afrique du Sud entrent dans l'indice « MSCI emerging ». Rares sont les pays dotés d'une capitalisation boursière supérieure à \$15 milliards. On est loin des \$2500 milliards de la seule société Apple.

A la lecture de ces lignes, on comprendra notre prudence, pour ne pas dire notre réticence avant d'investir en Afrique. Autant les Etats européens, les Etats-Unis, les organisations multilatérales doivent investir en Afrique, autant il est malaisé pour l'investisseur privé d'opérer en Afrique. « *Le pessimiste est un optimiste bien informé* » disait *Oscar Wilde*.

Genève, le 2 septembre 2021

*Bruno Desgardins*



**Bruno Desgardins**  
CIO  
Switzerland

**SingAlliance (Switzerland) SA**  
16bis rue de Lausanne  
1201 Geneve  
Switzerland  
T: +41 22 518 85 85  
E: [info.switzerland@sing-alliance.com](mailto:info.switzerland@sing-alliance.com)



**SingAlliance Pte Ltd**  
20 McCallum Street  
#18-01 Tokio Marine Centre  
Singapore 069046  
T: +65 6303 5050  
E: [info@sing-alliance.com](mailto:info@sing-alliance.com)

**SingAlliance (Hong Kong) Ltd**  
1205, 12/F Bank of America Tower  
12 Harcourt Road, Central  
Hong Kong  
T: +852 3611 7790  
E: [info.hongkong@sing-alliance.com](mailto:info.hongkong@sing-alliance.com)

Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.